

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau Environnement
Pôle ICPE

Affaire suivie par : MICHELE LEDROLE
☎ : 04 76 60 33 23
✉ : 04.76.60.32.57
✉ : michele.ledrole@isere.pref.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2009-01168

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau » modifiée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-5509 en date du 20 Août 1998 ayant autorisé la Société RECUPYL située à DOMENE à exploiter une installation de traitement des piles usagées;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, en date du 19 février 2009;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 98-5509 du 20 Août 1998, notamment les § 3.8 et 4.7 des articles 3 et 4 des prescriptions techniques ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que la lettre adressée à l'exploitant le 22 juillet 2008 lui demandant de transmettre les résultats d'autosurveillance air et eau prévus par l'arrêté susvisé n'a pas été suivie d'effet ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La Sté RECUPYL, (siège social : rue de la Métallurgie 38420 DOMENE) est mise en demeure de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions techniques visées ci-dessus.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de DOMENE et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Sté RECUPYL.

Grenoble, le

- 3 MARS 2009

Le Préfet

Pour le Préfet
le Secrétaire Général

François LOBIT